

**Nettoyage des locaux et de la vitrerie de la CPAM de l'AUDE**

***Lot n°1 : Nettoyage des locaux***

***Lot n°2 : Nettoyage de la vitrerie***

**Marché réservé en application des articles L2113-12 et R2113-7 du code de la commande publique**

Appel d'offre ouvert passé en application de l'Arrêté du 19 juillet 2018 portant règlement sur les marchés des organismes de Sécurité Sociale et en application des articles L.2124-2, R.2124-1, R.2124-2 du Code de la Commande Publique

## DEFINITIONS :

**AE** : Acte d'engagement (ATTRI 1).

**CCTP** : Cahier des clauses techniques particulières.

**CCAP** : Cahier des clauses administratives particulières.

**Code de la commande publique** : textes issus de l'ordonnance n° 2018-1074 du 26 novembre 2018 et du décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018.

**Comptables assignataires** : directeurs financiers et comptables des organismes membres du groupement de commandes.

**CPAM** : Caisse Primaire d'Assurance Maladie. Les CPAM sont des organismes de droit privé exerçant une mission de service public.

**RGPD** : Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable à compter du 25 mai 2018

**Sous-traitant** : personne physique ou morale exécutant certaines parties du marché public autorisée à être sous-traitées, ayant été acceptée et ayant obtenu l'agrément de ses conditions de paiement par le Coordonnateur.

**Titulaire** : le soumissionnaire auquel le Coordonnateur notifie le marché public.

## 1. OBJET DU MARCHÉ

Le présent marché concerne l'exécution des prestations de nettoyage des locaux et de la vitrerie de la CAISSE PRIMAIRE D'ASSURANCE MALADIE L'AUDE (Siège et centres extérieurs), avec obligation de résultat.

Il concerne les sites suivants :

CPAM Aude – 2 allée de Bezons – 11 000 Carcassonne

CPAM Aude – 37 avenue du maréchal de Lattre de Tassigny – 11 100 NARBONNE

Espace Sécu - 38 boulevard Lapasset – Espace Tuffery – 11 400 CASTELNAUDARY

L'ensemble des prestations, décrites dans le CCTP, concernent :

- Le nettoyage des locaux,
- Le nettoyage des surfaces vitrées intérieures et extérieures de l'ensemble des bâtiments
- La fourniture des consommables pour les sanitaires

**Ce marché (lot 1 et 2) est réservé aux entreprises adaptées (EA), aux établissements et service d'aide par le travail (ESAT) ou toutes structures équivalentes employant des personnes handicapées (relevant des articles L5213-13 du Code du Travail et L344-2 de Code de l'action sociale et des familles), en application des articles L2113-12 et R2113-7 du code de la commande publique.**

## 2. DISPOSITIONS GENERALES

### 2.1 Procédure de passation :

Le présent marché public est passé selon la procédure d'« appel d'offre ouvert » définie par les articles suivants :

Articles L.2124-2, R.2124-1 et R.2124-2 du Code de la commande publique

Marché réservé : en application des articles L2113-12 et R2113-7 du code de la commande publique.

### 2.2 Allotissement

Le marché est décomposé en 2 lots.

Lot n°1 : nettoyage des locaux à usages administratif et médicaux de la CPAM AUDE (siège et sites dépendants)

Lot n° 2 : nettoyage des vitreries intérieur et extérieur de la CPAM AUDE (siège et sites dépendants)

Chaque lot constituera un marché.

### 2.3 Forme du marché public

Le présent marché public comporte une partie en marché ordinaire (exécution des prestations forfaitaires) et d'une partie en accord cadre à bon de commande pour des prestations hors forfait qui pourront être demandées par l'organisme.

Cette partie en accord-cadre à bons de commande (art 78 à 80 du décret 2016-360 du 25 mars 2016) ne pourra excéder 15 % du montant global forfaitaire du marché (lots).

Les prestations hors forfait seront réalisées après acceptation du devis du titulaire et émission d'un bon de commande par l'organisme.

### 2.4 Marchés similaires

Conformément à l'article R2122-7 du code de la commande publique, des marchés négociés relatifs à des prestations similaires, objet du présent marché, pourront être conclus avec le Titulaire du marché, pendant trois ans à compter de la notification du marché initial.

### 2.5 Durée et délais d'exécution

Le marché public est conclu pour une période de 15 mois à compter du 01/07/2025.

Celui-ci prendra fin au 30 septembre 2026.

Le préavis en cas de résiliation est fixé à trois (3) mois avant l'expiration du marché.

## 2.6 Parties contractantes

Les parties contractantes sont :

- D'une part, la CPAM de l'Aude représentée par son Directeur et désignée dans les pièces du marché par l'expression « l'organisme »
- D'autre part, le prestataire de service qui conclut le marché avec les organismes et désigné dans les pièces du marché par l'expression « le titulaire ».

Le titulaire désigne, dès la notification du marché, un responsable ayant qualité pour le représenter vis-à-vis des organismes ou de ses représentants. Ce responsable est désigné dans le présent CCAP par l'expression « le représentant du titulaire ».

## 3. PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE PUBLIC

Les pièces contractuelles du présent marché sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'ATTRI 1 - Acte d'engagement (AE) et ses annexes
- Le Bordereau des Prix Unitaires
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et ses annexes
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes
- Les annexes du marché
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés de fourniture courantes et de services (CCAG-FCS) approuvé par l'arrêté du 19 janvier 2009 en vigueur à la date de notification du présent marché
- Le code de la commande publique
- L'arrêté du 19 juillet 2018 portant réglementation des marchés publics des organismes de Sécurité sociale
- L'offre technique et le cadre de réponse du Titulaire.
- L'engagement de confidentialité
- Les bons de commandes

Hormis le CCAG-FCS applicable, l'exemplaire original des pièces énumérées ci-dessus, conservé par l'Organisme, fait seul foi. Le Titulaire déclare parfaitement connaître le CCAG- FCS applicable bien qu'il ne soit pas matériellement joint au présent CCAP.

Toute clause des conditions générales de vente du Titulaire contraire aux dispositions des CCAP et CCTP est réputée non écrite.

De façon générale, aucune réserve ou condition qui serait apportée aux pièces désignées ci-dessus lors de la remise de la proposition puis durant l'exécution du marché ne sera admise. Le Titulaire s'engage à respecter toutes les dispositions incluses dans les pièces constitutives du marché désignées au présent article.

## 4. PRIX

### 4.1 Caractéristiques des prix pratiqués

Le présent marché est passé à prix mixte.

Le prix comprend :

- Une partie à prix forfaitaires qui correspond à l'exécution des prestations de base du présent marché, sur la base des prix indiqués dans le Bordereau de prix unitaires (BPU)
- Une partie à bon de commande à prix unitaires appliqués aux prestations hors forfait L'organisme n'est tenu à aucun montant minimal concernant cette partie du marché. Le montant des prestations à la demande ne peut excéder 15 % du montant du forfait annuel par lot. Les interventions hors forfait revêtent un caractère exceptionnel. Ces prestations feront l'objet d'un bon de commande de l'organisme

Les prix du marché sont réputés établis en euros H.T.

Les prix hors T.V.A. seront majorés du montant de la T.V.A. en vigueur au jour de l'établissement des pièces de paiement.

Les prix sont réputés comprendre toutes charges fiscales et parafiscales et matériels nécessaires à la parfaite réalisation des prestations (enveloppes et papier...), ainsi que tous les frais inhérents à l'exécution du marché de sorte qu'aucune plus-value ne puisse s'y ajouter.

Augmentation ou diminution des surfaces à nettoyer :

Les CPAM se réserve le droit de procéder à des augmentations ou des diminutions du volume des prestations mentionnées dans le présent accord cadre.

Toute modification de la masse du forfait donnera lieu à la signature d'un avenant à l'accord cadre.

#### 4.2 Modalités de variation des prix

Les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois qui précède celui de la date limite de réception des offres « **Mai 2025** » ; ce mois est appelé « mois zéro ».

Les prix objet du présent marché ne sont susceptibles d'aucune variation pendant la période initiale du marché.

A compter de la première période de reconduction, les prix pourront être révisés annuellement (à la hausse comme à la baisse, la révision de prix peut être demandée par le Titulaire ou l'organisme) en application de la formule et dans les conditions définies ci-dessous :

$$P(n) = P(0) \times (0,15 + 0,85 \times (I/I_0))$$

Dans laquelle :

- P (n) nouveau prix plafond
- P (0) est le prix initial fixé dans l'offre du titulaire
- I (0) est la valeur de l'indice INSEE Identifiant 010546132 (Indices des prix de production des services français aux entreprises françaises (BtoB) – CPF 81.2 – Services de nettoyage - Base 2010) du mois qui précède celui de la date limite de réception des offres : Mai 2025
- Im = est la valeur de l'indice INSEE Identifiant 010546132 (Indices des prix de production des services français aux entreprises françaises (BtoB) – CPF 81.2 – Services de nettoyage - Base 2010) du mois précédent la date anniversaire de notification.

Pour les éventuelles périodes de reconduction, l'opérateur économique du marché s'engage à faire parvenir à l'organisme, par lettre recommandée avec accusé de réception (ou tout autre moyen permettant de donner date certaine à son envoi), son nouveau tarif révisé en application de la formule ci-dessus avec un préavis d'un (1) mois avant la date prévue pour l'application de la révision.

En cas d'augmentation des prix de plus de 3%, le titulaire du marché devra préciser, dans sa demande de révision, les causes justifiant cette augmentation. Dans ce même cas, si la hausse sollicitée ne résulte pas de circonstances extérieures de portée générale, s'imposant au fournisseur, la Personne Publique se réserve le droit de résilier unilatéralement le marché sans que le fournisseur ne puisse prétendre à une indemnisation.

En cas de changement par l'INSEE (ou par un organisme habilité) de la dénomination et/ou de la base de calcul d'un indice avec ou sans coefficient de raccordement associé, ce changement s'applique automatiquement et sans formalités.

En cas de suppression par l'INSEE (ou par un organisme habilité) d'un indice et de son remplacement par un autre indice avec ou sans coefficient de raccordement associé, ce remplacement sera notifié par courrier au titulaire par Nom de l'organisme. Le titulaire disposera d'un délai de 21 jours calendaires pour formuler par écrit son éventuel désaccord. Passé ce délai, l'absence de réponse de celui-ci vaudra acceptation du nouvel indice. En cas de désaccord exprimé dans le délai ci-dessus, les parties devront trouver un accord par avenant.

## 5. MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES

### 5.1 Acomptes et paiements partiels définitifs

Le paiement des factures s'effectue selon les règles de la commande publique, par virement bancaire ou postal, au plus tard 30 jours après la réception de la facture par l'Organisme. Un RIB sera fourni par le titulaire. A défaut, la domiciliation bancaire du compte à créditer sera précisée sur chaque facture.

### 5.2 Présentation des demandes de paiement

Les factures doivent parvenir dans les 15 jours qui suivent le mois d'exécution de la prestation.

Dans tous les cas, le montant à facturer sera éventuellement réduit du montant dû par le titulaire au titre des pénalités prévues à l'article 6.16.

Les demandes de paiement seront présentées selon les conditions prévues à l'article 11.4 du CCAG-FCS et seront établies en un original et 2 copie(s) portant, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- le nom ou la raison sociale du Titulaire;
- le cas échéant, la référence d'inscription au répertoire du commerce ou des métiers ;
- le cas échéant, le numéro de SIRET ;
- le numéro du compte bancaire ou postal ;
- le numéro du marché ;
- la désignation de l'organisme débiteur ;
- la date d'exécution des prestations ;
- le montant des prestations admises, établi conformément au détail des prix unitaires, hors TVA et, le cas échéant, diminué des réfections ;
- les montants et taux de TVA légalement applicables ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- tout rabais, remises, ristournes ou escomptes acquis et chiffrables lors du marché et directement liés au marché ;
- le montant total TTC des prestations livrées ou exécutées (incluant, le cas échéant le montant de la TVA des prestations exécutées par le ou les sous-traitants) ;
- la date de facturation ;
- en cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des prestations effectuées par l'opérateur économique ;
- en cas de sous-traitance, la nature des prestations exécutées par le sous-traitant, leur montant total hors taxes, ainsi que, le cas échéant, les variations de prix établies HT ;
- le cas échéant, les indemnités, primes et retenues autres que la retenue de garantie, établies conformément aux stipulations du marché ;
- la mention de l'assurance professionnelle et sa couverture géographique, pour les artisans immatriculés au répertoire des métiers et les entrepreneurs relevant de l'article 133-6-8 du Code de la sécurité sociale ;

Les factures seront adressées :

**CPAM AUDE**

**Service Patrimoine**

**2 Allée de Bezons – 11 000 CARCASSONNE**

**Ou adressées par mail : [service\\_patrimoine.cpam-carcassonne@assurance-maladie.fr](mailto:service_patrimoine.cpam-carcassonne@assurance-maladie.fr)**

A la demande du pouvoir adjudicateur, les factures pourront être adressées sur support électronique ou via CHORUS.

### 5.3 Délai global de paiement

Les sommes dues au(x) Titulaire(s) seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de présentation d'une facture non conforme, ce délai peut être suspendu une fois. Cette suspension fait l'objet d'une notification au Titulaire par tout moyen permettant d'attester une date certaine de réception. Elle précise les raisons qui, imputables au Titulaire, s'opposent au paiement ainsi que les pièces à fournir ou à

compléter. Le délai global de paiement est alors suspendu jusqu'à la réception par l'organisme, de la totalité des justifications qui ont été réclamées au Titulaire.

A compter de la réception de ces justifications, court un nouveau délai de 30 jours pour l'organisme.

#### **5.4 Paiement des cotraitants**

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-FCS.

#### **5.5 Nantissement et cession de créance**

Le nantissement et la cession de créance s'effectuent conformément aux articles R.2191-46 et suivants du Code de la commande publique.

Par dérogation aux articles 4.2.1 et 4.2.2 du CCAG-FCS, seuls seront notifiés au Titulaire les documents suivants:

- la copie de l'acte d'engagement et de l'annexe financière.

Le Coordonnateur délivre uniquement l'exemplaire unique / le certificat de cessibilité en vue de la cession de créance sur demande écrite du Titulaire.

### **6. EXECUTION DU MARCHE**

#### **6.1 Conditions d'exécution des prestations**

Les prestations devront être conformes aux stipulations du contrat (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du contrat).

#### **6.2 Lieux d'exécution :**

CPAM Aude – 2 allée de Bezons – 11 000 Carcassonne

CPAM Aude – 37 avenue du maréchal de Lattre de Tassigny – 11 100 NARBONNE

Espace Sécu - 38 boulevard Lapasset – Espace Tuffery – 11 400 CASTELNAUDARY

#### **6.3 Représentation des parties**

##### **Représentation de l'acheteur**

L'interlocuteur désigné par la CPAM est chargé du suivi de l'exécution des prestations. Il est désigné lors de la notification de l'accord-cadre. La CPAM notifie toute modification de l'interlocuteur au titulaire.

##### **Représentation du titulaire**

Le titulaire désigne un ou plusieurs interlocuteurs, habilités à le représenter auprès de l'acheteur, pour les besoins de l'exécution de l'accord-cadre.

Cet ou ces interlocuteurs sont désignés à la notification de l'accord-cadre.

Le titulaire s'engage à informer, sans délai, l'acheteur de toute modification d'interlocuteur désigné.

##### **Responsable**

Le marché est placé sous la conduite d'un responsable qui est l'interlocuteur direct auprès de l'organisme.

Il est présent sur le site sur convocation de l'acheteur et a un pouvoir de décision suffisant pour engager la responsabilité du titulaire.

Il participe aux réunions de suivi avec le représentant de l'organisme.

Le responsable est assisté par un inspecteur nommé désigné chargé du suivi des prestations. Il doit être présent sur convocation de l'organisme et participe aux réunions de suivi.

### **Inspecteur**

L'inspecteur est responsable :

- de la mise en application des méthodes préconisées par le titulaire,
- du contrôle de la qualité des prestations,
- de la vérification de la prise en compte des doléances des usagers de la sécurité du personnel et des biens.

### **« Chef d'équipe » ou « Personnel encadrant » dans le cas d'entreprise adaptée employant du personnel handicapé**

Un chef d'équipe ou éducateur, ou personnel encadrant est chargé :

- de l'organisation du travail,
- de la préparation et du suivi des prestations quotidiennes,
- de la prise en compte des doléances des usagers,
- de la discipline du chantier et du personnel,
- du respect des objectifs qualitatifs définis dans le CCTP
- des relations avec la CPAM

Le titulaire décrira précisément les fonctions de « chef d'équipe ou éducateur ou personnel encadrant » en précisant la manière dont il participe au travail de l'équipe.

Il est précisé que le personnel du titulaire est sous le contrôle et la responsabilité de l'encadrement défini ci-dessus.

Le titulaire devra **OBLIGATOIREMENT** prévoir la présence d'un « chef d'équipe ou éducateur ou personnel encadrant » sur les sites lors de la réalisation des prestations quotidiennes.

Le titulaire devra expliciter et objectiver dans son offre, les raisons pour lesquelles un « chef d'équipe ou un éducateur ou un personnel encadrant » ne pourra pas être détaché quotidiennement sur certains sites et proposer le nombre de passage hebdomadaire ou mensuel qui sera réalisé par le « chef d'équipe ou l'éducateur ou le personnel encadrant ».

Ces passages seront formalisés dans un cahier de présence/liaison prévu à cet effet.

### **6.4 Remplacement des intervenants**

Pendant toute la durée d'exécution de l'accord-cadre, la CPAM se réserve le droit de demander le remplacement motivé d'un ou de plusieurs intervenants du titulaire. La CPAM se réserve le droit d'exiger du Titulaire du contrat, le retrait ou le remplacement immédiat de tout agent salarié de l'entreprise qui aurait contrevenu aux règles édictées dans le CCAP ou le CCTP. De même, le titulaire peut proposer le remplacement d'un ou de plusieurs de ses intervenants. Le remplaçant est soumis à l'approbation de la CPAM. Tout refus sera motivé.

Le titulaire procède alors au remplacement des intervenants dans le délai de 1 mois à compter de la demande ou de la proposition de remplacement.

En aucun cas, le remplacement du personnel ne pourra justifier une augmentation du montant des prestations.

### **6.5 Grèves**

En cas d'arrêt de travail pour faits de grève de salariés, il appartient au titulaire du marché, au premier jour de la grève, d'assurer l'intégralité des prestations prévues au marché en accord avec la CPAM bénéficiaire des prestations.

Dans ces conditions, le titulaire du marché sera tenu de présenter pour le site, les moyens et modalités d'organisation qu'il envisage de mettre en place pendant la durée de la grève. Les moyens d'organisation du service seront soumis à l'agrément écrit de la Direction locale du site.

En cas d'impossibilité pour le titulaire du marché d'exécuter les prestations dues au titre du contrat dès le premier jour de grève, le site y pourvoira par tous les moyens qu'il jugera utiles aux frais, risques et périls du titulaire afin d'assurer par ses propres moyens le service.



Les sommes dues à ce titre seront recouvrées par la CPAM par tous moyens de droit sauf lorsque leur montant pourra être retenu sur les factures mensuelles restant dues.

## **6.6 Obligation du titulaire**

### 6.6.1 Obligations générales du titulaire quant au personnel

Les prestations seront exécutées sous l'entière responsabilité du titulaire qui devra se conformer strictement :

- aux prescriptions des Cahiers des Clauses Administratives et Techniques Particulières pour l'exécution des prestations ;
- à la loi n°98-349 du 11 mai 1998 relative à l'entrée et au séjour des étrangers en France et au droit d'asile ; la loi n° 2003-1119 du 26 novembre 2003 relative à la maîtrise de l'immigration, au séjour des étrangers en France et à la nationalité.
- à la loi n° 91-1383 du 31 décembre 1991 renforçant la lutte contre le travail clandestin et la lutte contre l'organisation de l'entrée et du séjour irréguliers d'étrangers en France ; au décret n° 92-508 du 11 juin 1992 relatif au travail clandestin et modifiant le code du travail ; au décret 97-638 du 31 mai 1997 pris pour l'application de la loi n°97-210 du 11 mars 1997 relative au renforcement de la lutte contre le travail illégal.
- à la loi n°2003-239 du 18 mai 2003 pour la sécurité intérieure.
- à ce que la proportion des travailleurs d'aptitude restreinte et leur rémunération par rapport au nombre total des travailleurs, de la même catégorie, employés à l'exécution des prestations faisant l'objet du marché seront conformes à la réglementation en vigueur.
- Aux textes réglementaires parus ou à paraître relatifs à la protection de la main-d'œuvre et aux conditions du travail dans l'entreprise et notamment ceux qui ont trait à la prévention, l'hygiène et à la sécurité du personnel.
- Le titulaire doit faire bénéficier tout son personnel de toutes les lois sociales en vigueur ou à intervenir pendant la durée du marché, notamment les articles du Code du travail :
- L8241-1 à L8243-2 relatifs au « prêt illicite de main d'œuvre »,
- L8231-1 à L8234-2 relatifs au « délit de marchandage »,
- L8221-1 à L8227-7 relatifs au « travail dissimulé »,
- L8251-1 à L8256-8 relatifs à « l'emploi de salariés étrangers sans titre de travail »,
- D8254-1 à D8254-6 relatifs à « la vérification préalable »,
- L4741-1 à L4741-14 relatifs aux « infractions aux règles de santé et de sécurité ».

L'exécution des prestations se fait dans le respect des normes et règlements en cours et à venir. La responsabilité du titulaire peut être engagée dans la mesure où il apparaît qu'il n'a pas procédé aux vérifications qu'un responsable de recrutement normalement avisé mettrait en œuvre pour l'emploi d'une qualification déterminée et qu'il en résulte un préjudice pour l'acheteur.

### 6.6.2 Liste nominative du personnel

Le Titulaire fournit à la CPAM la liste nominative des personnels intervenant dans le cadre des prestations et sur laquelle est reportée la qualification correspondante de chacun d'entre eux. Cette liste est mise à jour à chaque modification de personnel.

Toute absence et tout remplacement, même de courte durée, devront être impérativement et promptement signalés à l'établissement soit avant le départ de l'agent dans l'hypothèse de congés programmés ou le jour même en cas de maladie, d'absences imprévues.

En cas d'absence d'un agent d'exécution, et pour quelque motif que ce soit, il sera remplacé par un agent de qualification équivalente ou ayant acquis la formation des procédures dans les zones de son affectation. Chaque nouvel agent sera présenté à son service d'affectation par l'encadrement, lors de sa prise de poste muni de son certificat d'aptitude médicale.

#### 6.6.3 Responsabilité exclusive du titulaire à l'égard du personnel

Le personnel affecté par le Titulaire à l'exécution des prestations objet du présent accord-cadre demeure en toutes circonstances et en tout lieu placé sous l'autorité, la direction et la surveillance exclusive du Titulaire. Il est soumis aux dispositions de la convention collective applicable à l'activité du Titulaire. Il est rémunéré par ce dernier, et bénéficie des mêmes droits et avantages que ses autres collaborateurs, y compris au regard des institutions du personnel du Titulaire.

La CPAM ne peut être amené à lui dispenser des directives techniques que dans la limite de ce qui est nécessaire à la prise en compte de son environnement et des bonnes liaisons avec sa propre organisation.

Le personnel du Titulaire est soumis au règlements intérieur de la CPAM, en particulier aux règles d'accès et de circulation qui lui seront communiquées par la CPAM.

Seuls devront être utilisés par le personnel de l'entreprise les parcours, accès et locaux désignés, étant entendu qu'il est formellement interdit de pénétrer ou circuler, sous quelque prétexte que ce soit dans les autres zones de la CPAM.

Le Titulaire est responsable des accidents et vols du fait de son personnel.

De même, les dégâts de toute nature produits à l'occasion de son intervention sur site seront à sa charge. Dans tous les cas, la remise en état doit se faire de façon à ne pas retarder l'avancement des prestations, quelle que soit l'action exercée par ailleurs auprès des compagnies d'assurances.

Nonobstant ce qui précède, et afin de respecter leur propre sécurité et celle des tiers, le personnel du Titulaire réalisant les prestations est soumis aux règles d'hygiène et de sécurité et aux règles d'organisation applicables dans les locaux du siège de la CPAM.

#### Tenues de travail et équipement de protection

Le personnel devra effectuer les opérations de nettoyage prévues au marché dans une tenue correcte, propre et adaptée, mise à disposition et entretenue par le titulaire du marché. Chaque agent devra avoir à sa disposition un nombre de tenues suffisant pour garantir une tenue propre quotidiennement.

Ce point est également exigé pour le personnel en remplacement d'un agent absent.

Lors de la manipulation de déchets, le prestataire fournit à son personnel l'ensemble des Equipements de Protection Individuelle (EPI) nécessaires et utiles pour éviter tout accident lors de la réalisation des prestations.

#### Visites médicales d'embauche

Le titulaire doit obligatoirement soumettre à une visite médicale d'embauche tout nouvel agent, avant sa prise de fonction, ou au plus tard avant la fin de la période d'essai.

Il soumet, par ailleurs, son personnel aux examens médicaux périodiques prévus par la législation en vigueur.

Les dates de ces examens, l'identité des agents et la conclusion du médecin du travail sur leur aptitude physique sont consignées par le titulaire sur un registre spécial.

#### 6.6.4 Obligations de conseil

Le titulaire a un devoir de conseil (ou d'alerte) s'il se rend compte, lors de ses interventions, de dérèglements, dysfonctionnements, dangers potentiels au titre de ses prestations.

Ce devoir de conseil est formel et fondé sur la production d'un rapport qui décrit les risques et menaces et propose des actions pour les réduire.

#### 6.6.5 Obligations d'information

Le titulaire est tenu de signaler à la CPAM tous les éléments qui lui paraissent de nature à compromettre la bonne exécution de la prestation.

#### 6.6.6 Obligation de confidentialité

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre les moyens appropriés afin de garder confidentiels les informations, les documents et les objets auxquels il aura eu accès lors de l'exécution de l'accord-cadre, sans qu'il soit besoin d'en expliciter systématiquement le caractère confidentiel. Ces informations, documents ou objets ne peuvent être, sans autorisation expresse de la CPAM, divulgués, publiés, communiqués à des tiers ou être utilisés directement par le titulaire, hors de l'accord-cadre ou à l'issue de son exécution.

Le titulaire s'engage à faire respecter ces obligations à l'ensemble de son personnel, le cas échéant à ses sous-traitants et fournisseurs.

La violation de l'obligation de confidentialité par le titulaire pourra entraîner la résiliation de l'accord-cadre aux torts du titulaire.

Le titulaire adressera dans son dossier de candidature l'engagement de confidentialité annexé au présent CCAP (Annexe 4).

#### **6.7 Mesures de sécurité**

Toute personne relevant du titulaire est soumise à des mesures de sécurité qu'il s'agisse d'accès physiques à des locaux ou d'accès logiques à des informations.

La CPAM et le titulaire s'engagent à respecter les dispositions légales en vigueur en matière d'hygiène et de sécurité et plus particulièrement les prescriptions dans cette matière, applicables aux travaux réalisés dans un établissement par une entreprise extérieure (Cf. Articles R4511-1 à R4515-11 du code du travail).

Par ailleurs, le titulaire s'engage à respecter les dispositions légales portant sur les conditions de travail et sur la durée du travail effectuée, selon un cycle continu. De la même façon, l'administration s'engage à ne pas faire obstacle à l'application desdites prescriptions et dispositions.

L'Entreprise devra instruire l'ensemble de son personnel de tous les impératifs et règles de sécurité prévus par la législation du travail, et notamment les doter des équipements prévus par la réglementation hygiène et sécurité.

Les portes coupe-feu ne devront pas être obstruées ni encombrées.

Les zones susceptibles de demeurer glissantes durant un certain temps après intervention (notamment après un balayage humide) devront faire l'objet, à l'initiative de l'Entreprise, d'un balisage. Ce balisage devra indiquer de manière évidente et suffisamment voyante le caractère périlleux pour les personnes des dites zones.

Dès le début du marché, l'entreprise devra communiquer à la CPAM les fiches techniques de tous les produits d'entretien utilisés.

#### **6.8 Moyens d'accès aux locaux**

Des badges d'accès numérotés et/ou clés seront confiées au titulaire pour l'exécution des prestations.

En cas de perte ou de vol, le titulaire avisera aussitôt l'organisme des exemplaires manquants, ceux-ci seront remplacés et feront l'objet d'une facturation au titulaire, au tarif en vigueur.

En fin de Marché, le titulaire sera tenu de remettre au pouvoir adjudicateur badges et/ou clés confiés initialement.

#### **6.9 Plan de continuité d'activité**

Dans les trois mois suivant la date de notification du marché au titulaire, celui-ci devra avoir rédigé et présenté à l'acheteur un plan de continuité d'activité (PCA) de l'entreprise, indiquant les mesures prises pour que la prestation effectuée ne soit pas ou très peu dégradée, quels que soient les incidents ou accidents humains, technologiques ou naturels qu'aurait à subir le titulaire lors d'une crise.

Avant l'élaboration du PCA par le titulaire, une réunion préalable sera organisée avec les services de la CPAM à cet effet afin de lui préciser les attendus du pouvoir adjudicateur

Le titulaire s'engage à tenir à jour ce PCA et à communiquer sans délai toute modification impactant sa prestation sur les sites du pouvoir adjudicateur.

#### 6.10 Biens

Toutes précautions sont prises pour que l'état des meubles, immeubles, aménagements, machines ne soit pas altéré par les opérations de nettoyage et en particulier par la projection de produits.

**Le lavage des sols est effectué de façon à éviter le mouillage des boîtiers électriques et l'altération des caractéristiques des sols.**

Il est rigoureusement interdit au personnel du titulaire de manipuler pour quelque raison que ce soit, les appareils et matériels se trouvant dans les locaux. Les portes seront fermées et les lampes doivent être éteintes, les alarmes branchées, dès achèvement des opérations de nettoyage.

#### 6.11 Modalités d'exécution des prestations récurrentes (Forfaitaires)

Les prestations récurrentes seront dispensées conformément aux dispositions du CCTP.

La date de début d'exécution des prestations, au titre du forfait, est fixée au **01-07-2025**.

La notification et les décisions de reconduction valent bon de commande annuelle pour les prestations forfaitaires.

#### 6.12 Modalités d'exécution des prestations ponctuelles

L'accord-cadre est exécuté par l'émission de bons de commande émis au fur et à mesure des besoins de la CPAM. Ces bons de commande devront être exécutés dans un délai maximum de 15 jours calendaires. En cas d'urgence avérée, ce délai pourra être ramené à 48 heures ouvrées.

Lorsque le délai contractuel est dépassé, le titulaire encourt sans mise en demeure préalable des pénalités pour retard.

Par dérogation à l'article 3.7.1 du CCAG/FCS, les bons de commande passés au titre du présent marché seront signés par l'organisme bénéficiaire.

Ils précisent :

- L'identification des parties : Acheteur et Titulaire ;
- La référence et l'intitulé de l'accord-cadre ;
- La désignation et la référence des prestations à exécuter ;
- La quantité commandée ;
- Le prix unitaire initial HT (ou révisé pour l'année N+1) ;
- Le montant total HT et TTC du bon de commande
- Les lieux d'exécution de la prestation ;
- Les termes de livraison ;
- L'adresse de facturation ;
- Les références propres au bon de commande : numéro, date d'émission, signature,
- Le délai d'exécution de la prestation
- La date de début d'exécution du bon de commande
- La date de fin d'exécution du bon de commande

Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité de l'accord-cadre, mais leur exécution doit être terminée au plus tard 2 mois suivant la fin de l'accord-cadre.

La résiliation de l'accord-cadre ne remet pas en cause la validité du bon de commande émis avant la date d'effet de la décision de résiliation. Le titulaire est tenu de respecter son engagement contractuel jusqu'à l'admission des prestations

### 6.13 Calendrier des prestations

Le titulaire doit soumettre à l'agrément du pouvoir adjudicateur, 15 jours au plus tard après la notification du marché, le calendrier mensuel des prestations.

Ce calendrier mensuel doit être mis à jour périodiquement suivant l'expérience acquise sur le site et le degré de satisfaction des usagers.

### 6.14 Cadre d'intervention

Les différentes fonctions des bâtiments nécessitent la prise en compte d'un certain nombre de contraintes pour ne pas perturber le fonctionnement normal de l'établissement.

Les horaires effectifs espace par espace, sont définis en relation avec l'organisme.

Cette adaptation ne change pas les conditions financières et administratives du marché.

Les prestations et les horaires d'intervention sont définis dans les spécificités du site dans le CCTP.

### 6.15 Exigences relatives aux prestations

Conformément à l'article R.4513-8 du Code du travail, la CPAM mettra à disposition des agents du titulaire, à titre précaire et gratuit sans occupation privative et sans pouvoir établir d'autres installations fixes ni modifier celles existantes, un ou plusieurs local (aux) permettant :

- l'exécution de la prestation,
- l'entreposage des matériels,
- le changement de leurs effets personnels et la sécurité de ceux-ci.

Un état des lieux et un inventaire contradictoire entre les parties, seront établis préalablement à la prise en charge de ces locaux. Si au cours du marché, ceux-ci cessaient d'être conformes à la législation ou la réglementation en vigueur, le titulaire ou son responsable sur le site, devra en aviser l'organisme bénéficiaire ou son représentant. Ces modalités seront renouvelées en fin de marché ou en cas de résiliation.

En cas de dégradation, du fait des agents du titulaire, toute remise en état sera à la charge du titulaire.

Les agents du prestataire s'appliqueront à maintenir les locaux mis à leur disposition en état de propreté.

La CPAM met à la disposition du titulaire la fourniture d'énergie électrique et d'eau nécessaires à l'exécution de la prestation.

### 6.16 Pénalités

En cas d'application de la présente clause, le Titulaire encourt, de plein droit, et sans mise en demeure préalable, les pénalités prévues au présent article, sans préjudice du non-paiement, pour absence de service fait, des services non effectués.

Les pénalités éventuelles dont le Titulaire peut être redevable sont déduites du montant du marché révisé ou actualisé TTC ou des factures.

Par dérogation aux stipulations de l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, aucune exonération de pénalité n'est prévue.

En cas de résiliation du marché, les pénalités de retard sont, le cas échéant, appliquées jusqu'à la veille incluse de la date d'effet de la résiliation.

Les pénalités prévues dans le cadre du présent marché se cumulent sur une période mensuelle et sont déduites de la facture mensuelle du titulaire le mois suivant le calcul des pénalités

#### 6.16.1 Pénalités applicables suite au contrôle journalier

Les pénalités de retard sont calculées par rapport aux délais maximaux fixés dans le présent marché à compter du premier jour calendaire de retard.

Les manquements du Titulaire à ses obligations sont établis par constat direct de l'organisme concerné.

Par dérogation aux stipulations de l'article 14.1 du CCAG-FCS, les pénalités suivantes seront applicables :

Le cahier de liaison visé dans le CCTP consigne entre autres les désordres et manquements constatés par la CPAM.

Une pénalité forfaitaire de **200€ TTC (deux cents euros)** sera appliquée dès lors que la moyenne journalière est supérieure ou égale à **2 observations / jour** calculée sur la base d'un mois de 30 jours, étant entendu que la validité de ces constats est appréciée par les services généraux de la CPAM.

#### 6.16.2 Pénalités applicables suite aux contrôles prévus dans le CCTP

La CPAM et le titulaire procèdent à un contrôle de la qualité des prestations.

Le titulaire par l'intermédiaire de son « chef d'équipe » procède à des contrôles réguliers voir quotidien.

La CPAM mettra en place des contrôles trimestriels aléatoires, contradictoires (planifiés) ou inopinés.

Un Procès-verbal de contrôle sera rédigé. Il précisera les zones contrôlées, les anomalies constatées.

Un modèle de procès-verbal est en annexe du présent CCAP (Annexe 3).

Ce PV sera co-signé par la CPAM et le titulaire, soit lors du contrôle (si celui-ci est contradictoire donc planifié), soit dès réception par le titulaire du PV (s'il s'agit d'un contrôle inopiné et non contradictoire).

Le titulaire proposera des actions correctives.

Le seuil de conformité est fixé à 60%, au deçà duquel une pénalité forfaitaire de **200 € TTC** sera appliquée. C'est-à-dire que si moins de 60 % des espaces contrôlés sont conformes, une pénalité de **200 € TTC** sera due.

#### 6.16.2 Pénalités de retard

Pour tout retard dans l'exécution d'une prestation planifiée ou pour non-respect du calendrier annuel des prestations, le titulaire encourt de plein droit une pénalité de **100 €TTC par jour ouvré de retard**.

#### 6.16.3 Autres pénalités

Une pénalité d'un montant de **200 € TTC par constat** peut être appliquée par la CPAM pour :

- toute anomalie constatée par la CPAM et notifiée au titulaire qui ne ferait pas l'objet d'une action corrective dans le délai d'un mois ;
- toute défaillance d'un agent d'entretien, qui ne ferait pas l'objet d'un remplacement dès le 2ème jour d'absence
- toute absence aux réunions programmées ;
- toute défaillance ou manquement, quel qu'il soit, aux obligations du marché.

#### 6.16.4 Pénalités pour non-respect des obligations en matière de lutte contre le travail dissimulé

Le Titulaire est tenu de s'acquitter des formalités mentionnées aux articles L.8221-3 à L.8221-5 du code du travail, relatifs à la déclaration de l'activité de l'entreprise et à la déclaration des salariés de l'entreprise. Le Titulaire encourt une pénalité égale à 10% du montant des factures dans le cadre du présent marché sans pouvoir excéder le montant des amendes encourues en application des articles L. 8224-1, L. 8224-2 et L. 8224-5 du code du travail, que l'organisme concerné appliquer dans les conditions suivantes.

Si le Coordonnateur est informé par un agent de contrôle de l'inspection du travail de la situation irrégulière du Titulaire, il l'enjoindra de la faire cesser par lettre recommandée avec accusé de réception. Si dans un délai de quinze jours après cette mise en demeure, le Titulaire n'apporte pas la preuve qu'il a mis fin à la situation délictuelle, l'organisme concerné en informe l'agent auteur du signalement et peut appliquer la pénalité prévue à l'alinéa précédent.

### **6.17 Sous-traitance**

En application de l'article L.2193-4 du code de la commande publique, il est rappelé que tout sous-traitant doit préalablement à son intervention au titre du marché être déclaré au Coordonnateur afin d'être accepté et que ses conditions de paiement soient agréées.

Dans ce cas, le Titulaire doit fournir au coordonnateur une déclaration mentionnant :

- a) La nature des prestations sous-traitées ;
- b) Le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ;
- c) Le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant ;
- d) Les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation des prix ;
- e) Le cas échéant, les capacités professionnelles et financières du sous-traitant à l'image des éléments demandés au Titulaire lors de la passation du marché

Il lui remet également une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics (article R.2191-1 du code de la commande publique)

Si le montant des prestations sous-traitées dépasse 600 € TTC, un RIB original du sous-traitant doit également être fourni avec la déclaration.

## **7. SUIVI DE L'EXECUTION DU MARCHÉ**

### **7.1 Réunion de suivi :**

L'organisme organise selon ses besoins, et a minima une fois par an, une ou plusieurs réunions de suivi de l'exécution du marché avec le Titulaire.

Le compte-rendu de chaque réunion devra être envoyé à la CPAM de l'Aude.

### **7.2 Devoir de conseil et d'alerte :**

Le Titulaire est astreint à un devoir de conseil et de mise en garde sur tous les aspects techniques et organisationnels qu'il a à fournir. Cela concerne également les aspects normatifs et réglementaires. A ce titre, il doit présenter à l'organisme, sous une forme adaptée, lors des réunions d'échanges avec le titulaire, toutes les propositions utiles de nature, notamment, à améliorer les conditions de mise en œuvre ou la qualité des fournitures et/ou prestations objets du présent marché.

Le Titulaire assure également auprès du Coordonnateur un devoir d'alerte sur tous les événements ou les faits pouvant compromettre l'exécution du marché dont il a la responsabilité sans délai à compter de la connaissance de l'évènement et propose les mesures adaptées pour les faire cesser.

## **8. ASSURANCES**

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-FCS, tout Titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est Titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

## **9. RESILIATION DU CONTRAT**

Les conditions de résiliation du marché sont définies aux articles 29 à 36 du CCAG-FCS.

Par dérogation aux articles 29 à 36 du CCAG-FCS en cas de résiliation pour motif d'intérêt général le Titulaire ne percevra aucune indemnité.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés à l'article R.2143-8 du code de la commande publique ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 à 8 du Code du travail, le contrat sera résilié aux torts du Titulaire.

Le Coordonnateur se réserve la possibilité de faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques du Titulaire.

## **10. REDRESSEMENT OU LIQUIDATION JUDICIAIRE**

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au Coordonnateur par le Titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

Le Coordonnateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au Titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L. 627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L. 622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un (1) mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un (1) mois peut être prolongé ou raccourci

si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du Titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le Titulaire, à aucune indemnité.

## 11. REGLEMENT DES LITIGES ET LANGUES

En cas de litige, la loi française est seule applicable.

Toute contestation relative à l'exécution du présent marché sera de la compétence exclusive du Tribunal Judiciaire du pôle régional achat - CPAM des Hautes-Pyrénées.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français.

## 12. CLAUSE ENVIRONNEMENTALES

Dans une volonté de protection de l'environnement, fait application de l'article 6-II-2° du Décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics, les produits devront être 100% des produits « verts », écolabel officiel ou équivalent.

Les fournitures et les produits utilisés, ainsi que les matériels, afférents au présent marché, se doivent d'être obligatoirement conformes aux normes en vigueur dans la profession. Le titulaire devra tenir compte de l'évolution de la législation dans le domaine environnemental et technique, et s'y conformer pour les textes, règlements ou autres, relatifs à son activité et aux prestations du présent marché.

Par ailleurs, chaque représentant des sites bénéficiaires procédera à des contrôles réguliers, afin de s'assurer que le titulaire emploie effectivement les matériels et les produits annoncés dans le mémoire technique.

**Durant toute la période de pandémie COVID-19, les produits utilisés devront obligatoirement être des produits désinfectants actifs sur le virus SARS COV2.**

## 13. CLAUSES COMPLEMENTAIRES

### 13.1. Clause de confidentialité

1. Chaque Partie s'engage à considérer comme strictement confidentielles toutes les informations qui lui seront communiquées par l'autre Partie, dans le cadre de l'exécution du présent Contrat. Les Parties entendent préciser que seront considérées comme confidentielles les données échangées entre les Parties tout au long de l'exécution du Contrat.

Chaque Partie s'engage à respecter le secret professionnel et le secret des affaires ainsi que les dispositions de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 sur l'informatique et les libertés modifiée et du règlement UE 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 appelé « règlement européen sur la protection des données ou « RGPD ».

Chaque Partie s'interdit, en conséquence, de divulguer, pour quelque cause que ce soit, lesdites informations, sous quelque forme, à quelque titre et à quelque personne que ce soit.

Le terme "Information Confidentielle" est défini comme toute information de quelque nature que ce soit et quelle que soit sa forme, écrite ou orale, y compris, sans que cela ne soit limitatif, tout écrit, note, copie, rapport, document, étude, analyse, dessin, lettre, listing, logiciel ou disquette, spécifications, chiffre, graphique, enregistrement sonore et/ou reproduction picturale, quel que soit son support.

2. Chacune des Parties s'engage notamment à :



- prendre toutes les mesures nécessaires pour protéger l'accès aux informations confidentielles,
  - ne pas utiliser les informations confidentielles autrement qu'aux fins du Contrat,
  - ne pas utiliser les informations confidentielles à son profit ou au profit de tout tiers en dehors de la stricte application du Contrat,
  - ne pas divulguer les informations confidentielles à tout tiers non autorisé ou non concerné par l'objet du Contrat,
  - ne pas utiliser les informations confidentielles pour toute action directe ou indirecte de conception, développement ou commercialisation de produits similaires ou concurrentiels à ceux de l'autre Partie,
  - ne divulguer les informations confidentielles qu'à ses seuls préposés ayant la nécessité de les connaître au titre de leur mission,
  - ne laisser accès aux informations confidentielles qu'à ceux de ses dirigeants, employés, mandataires, ou conseils devant y avoir accès pour la bonne exécution du Contrat et sous réserve du respect par ceux-ci de la présente obligation de confidentialité.
3. Chacune des Parties sera déliée de son obligation de confidentialité au cas où :
- la divulgation des informations confidentielles serait exigée par la loi, les règlements, une décision judiciaire ou si cette divulgation était nécessaire pour mettre en œuvre ou prouver l'existence de droits en vertu du Contrat,
  - les informations confidentielles ont fait l'objet d'une mise à disposition au public assurée directement par l'autre Partie et sans restriction,
  - les informations confidentielles sont déjà connues du public, ou sont tombées dans le domaine public en dehors de toute intervention de l'autre Partie,
4. Chacune des Parties s'engage à respecter son obligation de confidentialité dès la signature du présent Contrat et pendant toute sa durée ainsi que pendant une période de cinq (5) ans à compter de la fin du présent Contrat et pour quelque cause que ce soit.

### 13.2. Clause de sécurité du système d'information

Obligations en matière de sécurité :

Le Titulaire s'engage dans chaque intervention (livraison, installation, configuration, mise en service, maintenance, dépannage, retrait, etc.) à respecter les règles d'accès physique aux locaux et les procédures et pratiques de sécurité de l'information en vigueur dans l'Organisme, dont la Politique de Sécurité du Système d'Information (PSSI) basée sur la norme ISO27002. En cas de recours à la sous-traitance, le Titulaire doit répercuter l'ensemble des exigences de sécurité qui lui sont applicables vers le sous-traitant.

a) Conditions d'accès aux sites et aux locaux :

Des autorisations d'accès physiques, adaptées aux prestations réalisées et limitées en durée, seront attribuées aux préposés du Titulaire. Seuls les représentants du Titulaire intervenant quotidiennement sur les sites de l'Organisme pourront bénéficier d'autorisations de longue durée et de moyens d'accès physiques dédiés.

Les interventions du Titulaire doivent être planifiées et effectuées après validation d'un service technique de l'Organisme. Pendant leur présence dans les locaux de l'organisme, les préposés du Titulaire sont assujettis aux règles d'accès et de sécurité aux locaux des visiteurs, établies et communiquées au Titulaire par l'Organisme. Les accès aux locaux techniques font l'objet de dispositions spécifiques en matière de sécurité.

Le Titulaire s'engage à fournir une liste, régulièrement mise à jour, des personnels autorisés à intervenir sur les sites de l'Organisme.

Sauf exceptions dument justifiées, l'Organisme veille à la présence effective de l'un de ses préposés qualifiés, pendant la durée d'intervention des personnels du Titulaire, de telle sorte que toute mesure utile puisse être prise en cas d'accident.

Chaque intervention du Titulaire doit être tracée au travers d'un bon de passage ou d'un enregistrement dans une main courante.

**b) Confidentialité :**

Les obligations du Titulaire en matière de confidentialité sont détaillées dans l'article 5 du C.C.A.G.-T.I.C et les clauses complémentaires du Cahier des Clauses Administratives Particulières.

Le Titulaire s'astreint également à l'application du droit d'en connaître : n'accéder qu'aux documents et informations strictement nécessaires à la réalisation des prestations du marché.

Le Titulaire est tenu au respect de la réglementation relative à la protection des données nominatives, auxquelles il a accès pour les besoins de l'exécution du marché (loi modifiée n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés).

**c) Conditions d'accès au Système d'Information :**

Des accès au système d'information ne seront fournis aux préposés du Titulaire qu'en cas de justifications valides et en rapport avec les prestations réalisées.

Les accès aux postes de travail de l'Organisme s'effectuent au travers d'un mécanisme d'authentification forte.

**c.1) Protection des données :**

L'attribution des accès est conditionnée au respect des mesures de protection décrites dans la Charte d'Utilisation des Ressources Informatiques en vigueur dans l'Organisme. Un exemplaire de la charte sera remis aux préposés du Titulaire concerné.

Le Titulaire s'engage à préserver l'intégrité et la confidentialité des données contenues sur les ressources du système d'information mis à disposition. Le Titulaire mettra en place les mesures techniques et organisationnelles préconisées par l'Organisme de nature à empêcher tout accès ou utilisations fraudueuses des données et à prévenir toute perte, altération ou/et destruction des données.

Le Titulaire s'engage à ne faire aucun autre usage des données que celui pour lequel le présent marché est conclu. Il s'engage à restituer ou effacer l'ensemble des données à l'issue du présent marché.

**c.2) Protection des accès distants :**

En cas de nécessité d'accès à distance au système d'information de l'Organisme à partir des locaux du Titulaire ou d'un sous-traitant, y compris pour un accès ponctuel, les engagements du Titulaire concernant la télémaintenance devront être formalisés dans un document spécifique intitulé « Sécurité des télémaintenances ». Ils portent notamment sur un accès limité aux seules ressources et informations strictement nécessaires à la télémaintenance et au respect de la confidentialité des données potentiellement accédées.

**c.3) Accès aux composants du SI :**

Toute installation ou modification d'un élément du SI ne peut être réalisée par le Titulaire qu'après validation et sous le contrôle du personnel informatique habilité de l'Organisme.

Si un intervenant du Titulaire a besoin de se connecter à un système d'exploitation d'un composant du système d'information de l'Organisme, il doit utiliser un compte spécifique permettant de garantir l'imputabilité de ses actions.

**c.4) Journalisation des accès :**

Les accès et l'utilisation du système d'information font l'objet d'une journalisation. Les journaux d'événements sont confidentiels et accessibles uniquement aux personnels habilités de l'Organisme. Leur exploitation est réalisée de manière périodique selon les dispositions décrites dans la charte.

d) Remontées d'incidents :

Un préposé du Titulaire qui détecte au cours d'une intervention un incident impactant la sécurité du système d'information doit le signaler sans délai et selon la procédure en vigueur auprès du personnel de l'Organisme présent sur le site.

e) Fin de la prestation :

A chaque fois qu'un salarié ou sous-traitant du Titulaire ne participe plus à la réalisation de la prestation, mais aussi à l'issue du marché, le Titulaire doit restituer au représentant de l'Organisme l'intégralité des moyens d'accès physiques et logiques, la documentation, les données et supports informatiques qui ont pu être remis au cours de la prestation.

L'Organisme modifiera ou supprimera également les identifiants, codes et mots de passe des préposés du Titulaire des systèmes de sécurité physiques et logiques.

f) Sensibilisation – Information :

Le Titulaire doit informer ses salariés et sous-traitants des obligations de confidentialité et des mesures de sécurité qui s'imposent à lui pour l'exécution du marché. Il doit s'assurer du respect de ces obligations par ses sous-traitants.

A cet effet, le Titulaire doit remettre systématiquement un exemplaire du « livret de Sécurité du prestataire » à chaque intervenant. Ce livret joint au Dossier de Consultation des Entreprises est opposable au Titulaire et a valeur contractuelle.

g) Sanctions applicables :

En cas de manquement par le Titulaire, ses préposés et/ou ses sous-traitants, aux obligations précitées, sont applicables l'ensemble des sanctions prévues au présent marché.

Au surplus, et pendant toute la durée du marché, en cas de manquements aux règles de sécurité, l'Organisme se réserve le droit de demander de manière motivée la récusation des personnels du Titulaire concerné. Le Titulaire doit alors procéder au remplacement des personnels dont la récusation est demandée en proposant, sans délai, un personnel de remplacement de qualifications et de compétences équivalents.

## 14. DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX

ARTICLE DU CCAP	DEROGATION AU CCAG FCS	OBJET DE LA DEROGATION
5.5	4.2.1 et 4.2.2	Nantissement et cession de créance
6.12	3.7.1	Modalités d'exécution des prestations ponctuelles
6.16	14.1 et 14.1.3	Pénalités
9	29 à 36	Résiliation